

*L'Adresse*

Par exemple, le 4 novembre, nous avons annulé le programme des hélicoptères qui devait coûter 5,8 milliards de dollars. C'était un luxe que nous ne pouvions pas nous permettre. Le même jour, nous avons formé un Cabinet de 23 membres, le plus petit jamais formé. Nous avons réduit de 10 millions de dollars les budgets des cabinets des ministres et avons réduit la taille du cabinet du premier ministre.

• (1635)

Dimanche dernier, le whip a présenté un programme qui montre comment nous avons décidé de réduire de 5 millions de dollars les dépenses du Parlement. Dans les jours qui ont suivi, nous nous sommes empressés de mettre en oeuvre le programme national d'infrastructure. En fait, nous signerons ce mois-ci des ententes d'infrastructure avec chacune des provinces, et des projets visant à redonner des emplois aux Canadiens démarrent dans les jours et les semaines qui viennent.

Nous avons réclamé et obtenu des améliorations à l'ALENA, ce qui a permis au Canada de signer cet accord. Nous avons aidé à négocier un Accord du GATT qui ouvre la voie à une augmentation de nos exportations à l'étranger et à la création d'un nombre accru d'emplois chez nous.

Nous avons examiné le contrat relatif à l'aéroport Pearson et l'avons annulé parce qu'il n'était pas avantageux pour les contribuables.

Nous avons nommé un nouveau gouverneur de la Banque du Canada.

Nous avons été francs avec les Canadiens au sujet de la taille du déficit que nous avons créé et de l'énorme dette dont nous devons porter le fardeau, et nous avons établi un nouveau processus consultatif pour le prochain budget.

Lors de notre première réunion avec les premiers ministres provinciaux, nous avons commencé à travailler en vue d'éliminer les barrières au commerce interprovincial, de mettre fin aux doubles emplois entre les différents niveaux de gouvernement et de réformer le régime fiscal, notamment en remplaçant la TPS.

[Français]

Nous avons fait tout cela dans un peu plus de deux mois, et chacune de ces mesures correspond exactement à une promesse que nous avons faite pendant la campagne électorale. Et maintenant, dans le discours du Trône, nous continuons de tenir nos promesses. D'ailleurs, c'était très agréable de voir le titre dans le journal *La Presse* de ce matin; j'en avais lu d'autres durant la campagne électorale qui m'avaient fait moins plaisir.

Le discours du Trône—comme le mandat de ce gouvernement—a ses racines dans le livre rouge Pour la création d'emplois pour la relance économique. Ce plan d'action que nous avons présenté aux Canadiens, nous avons couru le risque de soumettre un plan d'action complet et détaillé à l'électorat, ce qu'aucun parti avant nous n'avait jamais fait.

Les Canadiens ne craignent pas de s'éloigner des sentiers battus. Ils ne s'attendent pas non plus à des miracles, mais ils veulent et méritent un gouvernement qui est capable de relever des défis difficiles.

[Traduction]

Pendant la campagne électorale, je parlais d'espoir réaliste en un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leurs enfants, en une économie prospère à laquelle ils puissent contribuer, en une société qui soit compatissante et humanitaire, en des villes où l'on soit en sécurité et où il fasse bon vivre, en un gouvernement qui les représente vraiment et qui partage leurs valeurs.

Les Canadiens ont choisi l'espoir réaliste et ont mis leurs espoirs en notre gouvernement. Au nom des hommes et des femmes qui ont été élus pour former le gouvernement, je tiens à dire aux Canadiens que nous ne les décevrons pas. Nous allons tout mettre en oeuvre pour respecter nos promesses envers eux.

• (1640)

Ce discours du Trône représente une étape importante dans le renouvellement de la foi des Canadiens en leurs institutions. Le programme est ambitieux mais réalisable, et c'est celui que les Canadiens ont choisi. Nous devons bâtir sur la bonne volonté et sur la confiance renouvelée envers les institutions que les décisions du gouvernement ont suscitées chez les Canadiens. Ces derniers ont fait savoir haut et fort lors des dernières élections qu'ils voulaient voir restaurer l'intégrité et l'honnêteté au gouvernement.

Le gouvernement comprend ce désir et nous allons y répondre par des mesures concrètes dès le début de la session. Nous avons déjà envoyé des signaux très éloquents. Le travail de l'honorable Mitchell Sharp fait très bien comprendre aux Canadiens que le gouvernement peut être une force pour le bien dans la société, que la vie publique constitue une vocation très honorable et que notre mission ici consiste à servir autrui et non pas nous-mêmes. Voilà comment nous entendons nous conduire tout au long de notre mandat.

Il ne suffit cependant pas de faire le ménage dans le système. Les Canadiens ont voté pour quelque chose de plus. Ils ont voté pour rendre le pouvoir à leurs représentants élus ici à la Chambre des communes. Nous nous sommes engagés envers les Canadiens à donner à la Chambre et aux députés une nouvelle pertinence de sorte que cette institution devienne à nouveau le foyer du débat politique et de la prise de décision dans notre gouvernement.

Le leader du gouvernement à la Chambre proposera des modifications aux règles et aux pratiques de la Chambre. Nous confierons un rôle beaucoup plus important aux comités parlementaires.

[Français]

J'ai demandé au Comité des finances de préparer des solutions de rechange à la TPS. Plus tard cette année, je lui demanderai de participer étroitement à des consultations prébudgétaires. Le gouvernement chargera les comités parlementaires d'entreprendre un examen approfondi de nos orientations stratégiques dans les domaines de la politique étrangère et de la défense.

Le gouvernement tient à ce qu'il y ait des débats politiques réels dans cette Chambre avant que des décisions ne soient prises.

Ce midi, à la période des questions, le ministre des Finances a proposé un débat, avant le budget, ici même en cette Chambre, ce